Prétendant agir dans l'intérêt des élèves, la Dgesco et l'IG tentent d'imposer un bac à deux options en lieu et place des bacs professionnels vente et commerce. En réalité cette « rénovation » va réduire le nombre d'heures d'enseignement dispensées et augmenter le nombre de CCF, telle est la réalité à venir de ce tour de passe-passe !
La rénovation initiée par l'IG et la Dgesco et lancée par la CPC a suscité la réalisation d'une étude du CEREQ auprès des entreprises qui a conclu au bien-fondé de l'existence de deux champs d'emplois réellement distincts.
Or l'affirmation faite par l'IG et la DGESCO qu'un bac à options constitue toujours deux bacs différents et qu'il s'agit juste de reculer le moment du choix d'orientation dans l'intérêt des élèves est irrecevable et malhonnête.
Une fois de plus, C'est faire fi des réalités du terrain, des conditions de travail des personnels et d'études des 90 000 élèves qui sont scolarisés dans ces deux filières.
Les élèves ont besoin de groupe classes stables et de temps d'enseignement suffisant pour mener à bien leur scolarité et leur projet professionnel.
Le rééquilibrage prétendûment recherché entre les deux options se heurtera aussi aux contraintes budgétaires et aux organisations des établissements. Ce bac à options va avoir pour conséquence mécanique des regroupements de sections puisqu'il n'y aura plus de classes spécifiques à chaque diplôme : effectifs pléthoriques en enseignement général pour tous partout.
De surcroît les épreuves professionnelles ponctuelles terminales se transforment en CCF : curieuse conception de l'allègement réclamé par une majorité d'enseignant-es et curieuse conception d'un diplôme national !
Pour toutes ces raisons, nos organisations syndicales, CGT Éduc'action, Snalc, SNUEP-FSU, SUD Éducation, demandent le maintien de deux baccalauréats professionnels distincts.

Lien vers la pétition